Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°148
26 septembre 2022
p.a.f. 0,80 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Factures impayables, crise économique, guerres... se défendre ou subir, voilà la question pour les travailleurs !



Les factures de plusieurs milliers d'euros pour le gaz et l'électricité commencent à tomber. Et bien des ménages se retrouvent déjà à payer 400, 600, 1 000 euros par mois pour s'éclairer et se chauffer !

Les organisations syndicales avaient prévu pour le 21 septembre « une mobilisation de 5 000 militants ». C'est plus du double qui sont venus, et pas seulement des délégations de grosses entreprises : des jeunes travailleurs qui manifestaient pour la première fois, des travailleurs de PME, flamands comme wallons, qui ont compris qu'il est indispensable de réagir. Que proposent après les directions syndicales ? Attendre le 9 novembre pour une grève générale ? Mais il y a urgence !! Et vont-elles la préparer sérieusement ?

D'autant que le choc ne peut que toucher davantage de travailleurs. Car les mesures gouvernementales ne suffiront pas.

La baisse à 6% de la TVA sur l'énergie est dérisoire face à des factures mensuelles de centaines d'euros.

La « taxe sur les surprofits » des fournisseurs d'énergie n'est qu'une gesticulation des politiciens pour faire diversion. Même si elles étaient taxées de quelques milliards, ce serait bien insuffisant, les entreprises capitalistes, comme TotalEnergie, Engie, Luminus, …, étant libres d'imposer des prix délirants, sans rapport avec leurs coûts de production ou d'approvisionnement.

Les CPAS payeraient une partie des factures ? Mais ils sont déjà submergés d'appels à l'aide et 60% de ceux qui ont théoriquement droit à ces aides n'y ont pas accès. Et qui renflouera les CPAS sinon les impôts ? On nous prendrait d'une main ce qu'on nous donnerait de l'autre !

Et puis surtout, tarif social de l'énergie ou aide du CPAS ne concernent que la partie la plus pauvre de la population alors que ce sont plusieurs millions de personnes qui ne pourront plus payer leur chauffage, ou qui devront se priver sur autre chose.

Il ne manque pas de politiciens démagogues pour jouer sur la division et dénoncer les chômeurs et les prétendus « assistés ». C'est trop facile ! Qui ne connaît un collègue ou un parent en dépression ou devenu handicapé suite à la productivité imposée dans les entreprises ? Les seuls vrais assistés, ce sont les patrons qui augmentent leurs profits grâce à tous les cadeaux des gouvernements !

Au-delà des problèmes de chauffage, cette crise énergétique accélère la crise économique. De nombreux artisans ou des PME sont incapables de payer leurs factures d'énergie. De leur côté, des grosses entreprises mettent une partie de leur production à l'arrêt pour préserver leur rentabilité. Cela ne peut qu'entraîner plus de chômage.

La demande du patronat de baisser les salaires, les licenciements, le recours au chômage économique, alors que tous les prix augmentent, ne peuvent qu'aggraver le recul de la consommation. Les bourses chutent parce que les capitalistes anticipent une baisse de l'activité économique et donc des profits.

Les gouvernements, incapables d'enrayer la crise de l'énergie, sans moyens pour empêcher l'effondrement économique, font payer les classes populaires. Déjà les mesures d'austérité s'attaquent aux fonctionnaires, aux dépenses de santé, d'éducation, de transport en commun, et bien entendu, de l'assurance chômage et de l'assurance maladie.

Et pour affaiblir les travailleurs et tenter d'empêcher leur défense collective, ceux qui nous dirigent tentent de diviser les travailleurs entre ceux qui ont encore un salaire et ceux qui n'en ont plus, ou selon la langue qu'ils parlent.

Ils nous imposent l'austérité, mais elle ne concerne pas les dépenses militaires ! Comme tous les gouvernements européens, le gouvernement belge a encore augmenté son

aide militaire à l'Ukraine.

Et la présidente de la Commission européenne vient de s'opposer à la recherche d'un cessez-le-feu entre l'Ukraine et la Russie. Avec la peau des Ukrainiens, les pays de l'OTAN veulent mettre la Russie à genoux, pour disposer à leur guise de ses richesses. Mais ils risquent d'entraîner tous les peuples de la région dans des guerres et des destructions sans fin, comme ils l'ont fait en Palestine, Irak, Syrie, Congo, Afghanistan, Libye…

Le capitalisme dispose de puissantes ressources techniques et financières, mais il ne réussit qu'à enfoncer l'humanité dans un chaos général !

Les travailleurs, en prenant en main la direction de la société et de l'économie, n'auront besoin d'exploiter ni de détruire personne pour produire les richesses nécessaires à tous. C'est une société socialiste qui représente l'avenir.

Dans l'immédiat, il faut soutenir toutes les initiatives pour aider les travailleurs à se regrouper et défendre leurs intérêts.

De l'argent il y en a …

Tandis qu'Alexander De Croo promet 5 à 10 hivers de rigueur à la population, le club d'affaires, *le Cercle de Wallonie* invite ses membres à pousser la porte de Liège Airport pour accéder au monde discret des jets privés, ajoutant : « *qui n'a pas rêvé de rejoindre les plages chaudes d'Ibiza ou le festival de Cannes à bord d'un jet privé ?* ».

Et ces jets privés, comment les hommes d'affaires wallons se les paient-ils, si ce n'est grâce aux richesses produites par ceux à qui on promet des temps difficiles.

« Surprofit » ou pas, tous les profits sont illégitimes !

Depuis plusieurs semaines, les notions de « surprofits » qui seraient « illégitimes » sont sur toutes les lèvres des politiciens et journalistes. De Macron au PTB, on évoque ces surprofits réalisés par les entreprises de l'énergie ou les spéculateurs. Mais où commencent-ils ?

Les profits faramineux de ces firmes capitalistes sont particulièrement révoltants, mais ce sont tous les profits qui sont illégitimes. Il n'existe pas de profit normal ou acceptable : chaque euro qui va aux actionnaires est un euro volé aux travailleurs qui produisent toute la richesse !



« Pauvre » Zuckerberg

Les temps sont durs pour certains milliardaires. Mark Zuckerberg, patron de Meta (ex-Facebook) a vu son patrimoine fondre de 122 milliards à « seulement » 55 milliards en un an. Une perte équivalant au budget de la santé du Brésil.

Les actionnaires n'ont donc pas été convaincus par la nouvelle orientation de Meta vers un monde numérique parallèle au monde réel.

Ne pleurons pas sur Mark Zuckerberg : son compte en banque est toujours assez garni pour lui permettre de vivre avec un salaire moyen pendant plus de deux millions d'années. Et le nombre de milliardaires a été multiplié par cinq en 20 ans. Ce monde-là, lui, est bien réel. Et il est révoltant.

Exploitation en hausse, salaires en baisse

Les économistes de la banque nationale ont calculé qu'avec l'inflation, les salaires réels des travailleurs ont baissé de 2% en 2021 et baisseront de nouveau de 2% en 2022.

Sans parler des cadences qui augmentent et des salaires plus bas que l'on retrouve après un licenciement quand on ne reste pas au chômage ! Alors qu'ils font tout, qu'ils produisent tout, les travailleurs perdent du salaire !

La diminution des salaires est en fait une hausse des profits et de dividendes pour les capitalistes. C'est pour cela que le nombre de milliardaires et leur fortune explosent.

Le « handicap » est capitaliste !

Le conseil central de l'économie, et toute la presse de la bourgeoisie se morfond sur le soi-disant « handicap salarial » de la Belgique qu'il faudrait limiter.

Selon eux, les salaires des travailleurs belges seraient trop élevés par rapport à ceux des pays voisins.

C'est profondément faux ! En réalité, ce sont les salaires des travailleurs des pays voisins qui sont trop faibles !

Nucléaire : improvisation, impréparation et irresponsabilité

Entre 2022 et 2025, les réacteurs nucléaires belges atteignent leurs 40 ans, la durée d'exploitation pour laquelle ils étaient conçus.

C'est donc aussi depuis 40 ans qu'on sait qu'il faudra préparer des

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

alternatives. Mais entre la distribution de dividendes toujours plus élevés aux actionnaires et les crises financières qui engloutissent des milliards d'argent public, rien n'a vraiment été prévu, à part de miser sur le gaz quand il était bon marché et facile à obtenir…

Aujourd'hui, confronté à la guerre en Ukraine, le gouvernement, avec le soutien d'Ecolo-Groen, a décidé de prolonger deux centrales. Et certains envisagent même d'en prolonger d'autres, comme celle de la centrale Doel 3 dont la mise à l'arrêt a commencé ce 23 septembre, après 4 ans de préparation.

Devant autant d'improvisation, de paroles en l'air et d'irresponsabilité, le directeur de la centrale Doel 3 a rappelé que le combustible nucléaire « *n'est pas quelque chose qu'on sort d'une étagère du Brico* ». Il faut prévoir du personnel, du matériel, des investissements indispensables. Et il rappelle que la sécurité nucléaire est aussi « *une question d'organisation stable* ».

Voilà pourquoi il est urgent de sortir du capitalisme pour que les questions de la production d'énergie soient dans les mains de ceux qui y travaillent et savent de quoi ils parlent. Et non dans les mains d'actionnaires et de leurs politiciens qui n'y connaissent rien et qui s'en moquent… tant que ça rapporte.



Crèches en pénurie

La ministre Ecolo Linard a annoncé des mesures pour faciliter l'accès aux crèches pour les familles monoparentales. Ces aides seraient largement bienvenues pour ces familles – à 80% une femme – avec un seul salaire.

Encore faudrait-il qu'il y ait suffisamment de places… alors que le personnel des crèches fait face à une pénurie de places sans précédent. En cause, un manque important de moyens, et surtout un manque de personnel.

Le gouvernement a annoncé créer 5 200 nouvelles places d'ici 4 ans. Bien trop peu quand on sait qu'il n'y a que 37 places pour 100 enfants en bas âge à Bruxelles et en Wallonie, soit 80 000 places manquantes pour que chaque enfant puisse y avoir accès.

Un système qui préfère investir dans l'armement plutôt que de s'occuper dignement de ses jeunes enfants n'a aucun avenir !

Hausse des tarifs à la SNCB

Après le carburant, l'électricité, le gaz, les produits alimentaires, et bien d'autres, c'est au tour de la SNCB d'augmenter ses tarifs de presque 10%. Il s'agit de l'augmentation automatique des prix, indexée notamment sur les prix de l'énergie.

Même les services dits publics, gérés comme des entreprises privées, contribuent à rendre la vie de plus en plus dure aux travailleurs.

Le chômage va augmenter



Depuis le début 2022, 6 174 entreprises se sont déclarées en faillite, en augmentation de 53% par rapport à 2021.

Le phénomène s'est accéléré cet été avec 920 fermetures qui ont jeté au chômage 1 577 travailleurs de plus !

Alors que les mesures appliquées lors du COVID prennent fin, le nombre de faillites atteint les niveaux d'avant la crise, rappelant encore une fois la violence du système capitaliste.

Pendant que les capitalistes enregistrent des bénéfices record grâce aux crises et profitent largement des mesures gouvernementales, les petits artisans et commerçants, et les travailleurs en paient le prix fort.

Après le chômage Covid, le chômage « énergie »

Aperam, entreprise sidérurgique qui produit de l'inox, est la première à appliquer le chômage « énergie » qui a suivi le chômage « covid ». Les dirigeants de l'entreprise invoquent la cherté du gaz.

Mais le gaz est cher pour les travailleurs aussi !

Et tandis que les actionnaires gardent leurs dividendes qui ont encore augmenté de 25% l'année passée, les travailleurs se retrouvent avec 30% de revenu de moins.

C'est sûr que c'est mieux que de se retrouver sans rien. Mais de fait, la caisse de chômage – remplie par les cotisations sociales des travailleurs – va servir une fois de plus à payer un remplacement de salaire que l'entreprise qui aurait pourtant les moyens de payer !

La seule chose qui peut vraiment nous protéger de la crise, ce sont des luttes pour faire payer les actionnaires !

Ce n'est pas la dette de la population

La crise énergétique et la guerre en Ukraine ont encore aggravé le déficit public belge qui monte à 23 milliards d'euros cette année.

Ces dépenses sont là uniquement pour répondre aux intérêts des capitalistes, sur le dos des peuples, que ce soit à travers la spéculation sur l'énergie ou l'envoi d'engins de morts pour défendre leurs intérêts en Ukraine.

Les travailleurs et travailleuses n'ont pas à accepter les diminutions que les gouvernements ne manqueront pas de nous imposer, en s'attaquant à l'école, à la santé, aux

services publics, etc. Les capitalistes sont responsables de la crise et coupables de la guerre, à eux de payer.

Les CPAS ne tiennent plus

La situation des travailleurs des CPAS devient impossible. À chaque nouveau soubresaut de la crise, le fléau de la pauvreté s'étend toujours plus et les CPAS se retrouvent submergés de demandes.

Pour y faire face, les travailleurs des CPAS manquent de moyens. Non seulement ils sont trop peu nombreux et sous-financés, mais leur travail ne fait que se compliquer avec la multiplication des régimes d'aides et les mesures gouvernementales sans cohérence qui changent tout le temps.

Et puis, comme le reste du monde du travail, les travailleurs des CPAS subissent eux aussi le choc de la crise et l'explosion des factures.

La bourgeoisie attend des CPAS qu'ils amortissent la violence de la société capitaliste. Mais ceux qui y travaillent sont à bout et impuissants devant l'ampleur de la crise.

La chasse aux malades de longue durée est ouverte

La loi du programme « trajet retour au travail » vient d'être votée à la Chambre. A partir du 1er janvier 2023, c'est un véritable programme de harcèlement des travailleurs et travailleuses en maladie de longue durée qui entrera en application, avec des sanctions à la clé pour ceux qui n'accepteraient pas ou ne pourraient pas retravailler.

Pourtant, d'après les représentants du patronat eux-mêmes, ce sont surtout les patrons qui causent l'échec de la réintégration : quel est leur intérêt de réintégrer des ouvriers et ouvrières dont les tendons ou les nerfs sont déjà usés ? Et les postes allégés sont les premiers à être supprimés en temps de crise.

La démagogie contre les travailleurs "qui ne voudraient pas travailler" va surtout servir les politiciens qui surfent sur les divisions créées au sein de la population.

Gare de Mons : un budget pharaonique



La Cour des comptes a épinglé la gestion de construction de la nouvelle gare de Mons dont les coûts ont quintuplé : de 60 à plus de 300 millions et dont le chantier a pris 8 ans de retard…

Les règles d'appel d'offre n'auraient pas été respectées et de nombreuses zones d'ombre planent sur l'attribution de ce gigantesque marché public à des firmes privées.

Cela fait des années que de nombreux autres chantiers publics dysfonctionnent comme cela en Belgique et que l'argent des taxes de la population disparaît dans des contrats douteux ou dans les juteuses rémunérations de gestionnaires de firmes publiques proches des partis de gouvernement pour des emplois parasites.

Ainsi, l'ancien directeur de la SCNB Bourlard, étiqueté PS, est devenu à sa retraite patron de sa filiale Eurogare avec un salaire de 10 000 euros net par mois pour un travail que les journalistes disent avoir du mal à estimer. Eurogare devait superviser le projet de la Gare de Mons, avant que la SCNB n'en reprenne le contrôle en 2021.

Ces gaspillages du projet pharaonique, décidé par le bourgmestre de Mons et ministre Di Rupo, ont permis à de nombreuses entreprises et, dans une moindre mesure, à des patrons d'entreprises publiques, de s'enrichir sur le dos des contribuables.

Au lieu d'un sous-investissement criant dans le rail, cet argent public aurait dû être utilisé à rendre les trains plus sûrs et plus ponctuels, à embaucher du personnel du rail pour leur permettre de faire leur travail dans des conditions plus décentes qu'aujourd'hui où ils sont sans cesse sous pression, faute de moyens.

Gouvernements et capitalistes coupables !

Face à l'explosion dramatique des prix pour des millions de travailleurs, Elio Di Rupo a déclaré lors des fêtes de Wallonie qu'il « faut éviter d'accuser les autorités, elles font ce qu'elles peuvent ». C'est pourtant la politique des capitalistes et des politiciens à leur service qui nous a mené dans cette crise et ce chaos.

Non seulement, les travailleurs ont toutes les raisons d'accuser les politiciens, ils doivent en plus se préparer à ôter le pouvoir aux capitalistes et à prendre l'économie en main eux-mêmes !

Toujours plus

Plusieurs actions avec des arrêts de travail ont eu lieu dans les centres BPost de Tournai, Soignies et Mons pour soutenir les techniciennes de surface de BPost à qui la direction impose une augmentation de la charge de travail hallucinante : 40 minutes pour le nettoyage d'un bureau au lieu de 2 heures !

Parce que le nombre de colis et de lettres à distribuer diminue ? Non !

Parce qu'il faut distribuer 100 millions d'euros de dividendes aux actionnaires, dont la moitié à des actionnaires privés.

Préavis de grève à la SNCB

À la SNCB, un préavis de grève pour le 18 octobre a été déposé par le front commun syndical.

Le nombre de travailleurs du rail diminue constamment alors que les exigences de rentabilité ne cessent d'augmenter sous la menace de la libéralisation du secteur. Tout cela se traduit par une désorganisation du travail, des trains supprimés et des cheminots au bord du burn-out qui accumulent des jours de congé impossible à poser.

La logique de la rentabilité financière s'attaque au secteur du rail tout comme au reste de la société.

Et partout ce sont les travailleurs qui en subissent les conséquences.

Il faut des embauches et des hausses de salaire non seulement sur le rail, mais aussi dans les usines, les supermarchés, les hôpitaux, les CPAS, les écoles …

Comme les problèmes des travailleurs sont partout les mêmes, cela ouvre aux travailleurs la perspective de s'unir autour de leurs intérêts communs.

Manifestation du 21 septembre



Suite de la manifestation du 20 juin qui avait réuni 70 000 travailleurs, les syndicats ont appelé à un rassemblement place de la monnaie à Bruxelles le 21 septembre.

L'appel a été entendu par-delà les cercles des seuls délégués. Au lieu des quatre milles attendus, ce sont plus de dix-mille manifestants qui se sont mobilisés. Beaucoup de ceux qui étaient présents ne se faisaient pas d'illusion : même s'ils étaient plus que prévus cela ne suffirait pas, il faudra être encore plus nombreux et déterminés.

Le patronat et le gouvernement voient cela d'un mauvais œil. Les journaux bourgeois s'alarment déjà de l'éventualité où les directions syndicales perdraient le contrôle de la contestation.

Dans les mois qui viennent, il y aura d'autres occasions de se mobiliser. Ceux qui sont d'ores et déjà conscients de la nécessité de se battre doivent gagner leurs collègues à leurs idées et les entraîner dans la lutte.

Car pour s'unir, se mobiliser et mener leurs luttes jusqu'au bout, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces !

Vendredis de la colère

Le PTB appelle à venir à des « vendredis de la colère » dans plusieurs villes du pays. Se retrouver nombreux, montrer qu'on n'est pas d'accord, et discuter ensemble des moyens de réagir à la situation, c'est indispensable pour briser la résignation !

Dates annoncées : 30 septembre à La Louvière et Courtrai, 7 octobre à Liège et au Limbourg, 14 octobre à Bruxelles et en Flandre-Orientale et le 21 octobre à Namur, Anvers et dans le Brabant flamand.

Allemagne : l'Etat à la rescousse des capitalistes du gaz

Le géant gazier Uniper, plus grand importateur de gaz d'Europe, a été nationalisé par le gouvernement allemand. Uniper importait la moitié de son gaz de Russie qui a « coupé le robinet », la forçant à acheter du gaz à d'autres fournisseurs, à prix d'or. Le groupe était au bord de la faillite.

Le gouvernement allemand, loin de s'attaquer à la spéculation sur le prix du gaz et à l'enrichissement des actionnaires (qui est la réelle cause de l'envol des prix), a alors décidé de débourser plus de 30 milliards pour nationaliser Uniper. C'est la population qui paiera, et pas les actionnaires, qui se voient largement renfloués.



Russie : manifestations contre la guerre !

Le président russe Vladimir Poutine est en difficulté : les offensives ukrainiennes et la déroute de certaines de ses armées l'ont décidé à déclarer une mobilisation militaire partielle.

Le lendemain, des manifestations ont éclaté dans de nombreuses villes russes. Des milliers de personnes se sont courageusement rebellées. Malgré la répression, elles ont chanté des slogans contre cette guerre fratricide, appelé à la désertion et à la résistance. Au moins 1 300 personnes ont été arrêtées.

Ces révoltes ne sont qu'un début. La paix ne peut venir que d'en bas. En Russie comme ailleurs.

Belgique : tous les adversaires de Poutine ne sont pas les bienvenus

La Belgique ne va pas changer sa politique de visas vis-à-vis des Russes (qui n'ont quasi aucune chance de l'obtenir actuellement) pour accueillir les déserteurs russes, annonce Alexander De Croo.

Il dit que « c'est aux Russes de régler leurs problèmes entre eux ». Ceux qui refusent de se laisser enrôler dans l'armée de Poutine risquent des années de prison, mais ne peuvent pas compter sur la Belgique.

Pourtant, dès le début de la guerre, De Croo accusait tous ceux qui osaient la moindre critique ou hésitation face aux programmes militaire de l'OTAN en Ukraine d'être des « alliés de Poutine ».

En refusant les russes qui refusent la guerre n'est-ce pas aider Poutine ?

Tous les Ukrainiens ne s'appellent pas Zelensky

Il n'y a pas que les Russes qui fuient pour ne pas être mobilisés.

Les habitants de villages à la frontière entre la Roumanie et l'Ukraine témoignent du « passage quotidien » d'ukrainiens qui tentent de traverser le fleuve frontalier Tisza, au risque de se noyer.

Mourir pour les oligarques ukrainiens et les capitalistes occidentaux est une perspective qui n'est pas plus réjouissante que de mourir pour Poutine.

Ukraine: les deux camps se moquent des peuples

Poutine organise des referendums dans quatre régions ukrainiennes pour valider leur rattachement à la Russie.

Espère-t-il que ces victoires électorales faciles contrebalanceront ses revers militaires face à l'armée ukrainienne ?

Le camp occidental, qui arme jusqu'aux dents l'armée ukrainienne, a beau jeu de dénoncer ce simulacre de démocratie, dans un pays où des millions de personnes ont dû fuir leur domicile, voire leur région.

En réalité, le sort et l'avis des populations n'importent pas plus aux dirigeants occidentaux, qui se servent de l'Ukraine comme d'un champ de démonstration pour leurs nouvelles armes, qu'au gouvernement russe.

Solidarité avec les Iraniennes !



La contestation s'étend en Iran depuis la mort de Masha Amini, une jeune femme de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour un voile mal porté, et décédée à l'hôpital suite à son arrestation.

Malgré la répression qui a déjà fait plus de 30 morts d'après les chiffres officiels et des milliers d'arrestations, les manifestations se poursuivent et se sont étendues à une trentaine de villes.

Des milliers de femmes et d'hommes dénoncent les autorités et crient « mort à la république islamique », des femmes défilent tête nue et brûlent leur voile en scandant « non au foulard, non au turban, oui à la liberté et à l'égalité ».

La pression et répression religieuse qui s'exerce contre les femmes est un des outils qui permet au régime iranien de maintenir sa dictature en faisant régner la terreur dans toute la société.

C'est aussi une pression contre tous les pauvres, contre tous les travailleurs. Solidarité avec ces combattantes et tous ces combattants qui se révoltent avec courage pour leur liberté et leur dignité !

« Je ne peux pas y retourner, ils vont me tuer ! »

Alors que l'Etat iranien tue et réprime violemment les manifestations contre une dictature inhumaine dont les femmes sont les premières victimes, l'Etat belge a expulsé une jeune iranienne de 20 ans.

L'avis du commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) était négatif, parce que la jeune femme ne pouvait pas prouver le mariage forcé que sa famille projetait pour elle et la violence qu'elle subissait de la part de son oncle. Ils attendaient quoi ?

Une attestation écrite de son futur violeur ?! L'Etat belge est complice de l'oppression des femmes.

Cours de maths, de bio et d'entraînement aux armes

En Pologne, à partir de cette année scolaire, les enfants des premières secondaires (14-15 ans), doivent accomplir un cours de « maniement d'armes » qui inclut le passage par un stand de tir. Le ministre de l'éducation veut préparer les jeunes à « la défense de leur pays ».

Voilà une annonce claire du prochain « métier en pénurie » : chair à canon !

Une perspective qui ne manquera pas de provoquer des révoltes. Les armes peuvent alors vite se retourner contre les instigateurs et profiteurs de guerre.

Montée de l'extrême-droite

En Italie, Suède, Hongrie, Pologne… Et aussi en Belgique, en France, en Espagne… des courants réactionnaires et d'extrême-droite se renforcent, sur fond de guerre Ukraine-Russie, guerre provoquée par l'OTAN et prolongée grâce aux armes occidentales. La guerre accélère la crise économique.

La hausse rapide des prix des carburants, du chauffage, des produits alimentaires et la menace d'un chômage encore plus important, créent une inquiétude générale. Où nous mènent les gouvernements ?

Déçus par les partis passés au pouvoir, une part grandissante d'électeurs votent pour "ceux qu'on n'a pas encore essayé" ! Mais tous ces partis réactionnaires et d'extrême-droite, pas plus que les autres partis qui les ont précédés dans les gouvernements, ne peuvent ni enrayer la crise, ni protéger les populations de ses conséquences, des hausses de prix et du chômage.

Par contre tous ces partis ont en commun de dénoncer « les étrangers » qui seraient « sources de problèmes », de limiter les libertés des femmes comme le droit à l'avortement, de diviser les travailleurs pour les affaiblir.

Car ces partis réactionnaires et d'extrême-droite soutiennent le patronat et le capitalisme et feront tout pour empêcher les travailleurs de défendre leurs intérêts.

Ils seront balayés quand éclateront des luttes collectives et puissantes des travailleurs.

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !